

RESOLUTION

DU PARTI DE L'AVANT-GARDE
SOCIALISTE

ALGER

10 mai 1969

RESOLUTION

DU PARTI DE L'AVANT-GARDE SOCIALISTE

PRÉAMBULE

Cette résolution politique fait suite au projet de résolution soumis à la discussion au sein du Parti en février 1969.

La discussion du projet, qui s'est poursuivie pendant plus de trois mois, a permis deux constatations essentielles :

1°)- elle a confirmé d'une façon indiscutable la cohésion politique, idéologique et organique du Parti, autour de sa ligne politique définie en janvier 1966 pour laquelle s'est prononcée à nouveau l'écrasante majorité de ses cadres. La discussion a permis de révéler et recenser les trésors de dévouement, de maturité, de sérieux, de dynamisme, d'esprit de responsabilité envers notre peuple et envers la cause du socialisme, que compte notre Parti à travers ses militants.

Il est permis de dire, sans vain esprit de satisfaction, que le résultat a dépassé les espérances mises dans cette large confrontation, qui a valeur de conférence nationale, dans la mesure où cette discussion abordée d'une façon constructive à partir du projet, a abouti, en dehors de certaines décantations inévitables et nécessaires, non pas à des déchirements, mais à un resserrement des rangs grâce à une plus grande clarté, et à un plus grand effort de réflexion et d'approfondissement sur les points où existaient ou peuvent encore exister des incompréhensions ou des désaccords.

C'est là un élément très encourageant sur la longue route qui reste à accomplir par l'avant-garde socialiste algérienne.

4

2°) - en second lieu, la discussion a permis des échanges d'une grande richesse, des ouvertures et des invitations à l'approfondissement ultérieur d'un grand nombre de questions vitales non seulement pour notre Parti, mais pour toute l'Algérie progressiste et révolutionnaire.

Parmi les contributions apportées, nombre d'entre elles ont d'ores et déjà permis d'améliorer le texte initial de cette résolution.

Cependant, les remarques, suggestions et propositions des camarades n'ont pu être toutes retenues dans ce texte, malgré la justesse ou le grand intérêt de nombre d'entre elles, et notamment celles qui souhaitent que certaines thèses soient développées davantage et que d'autres problèmes y soient abordés. Ce document ne peut en effet aborder tous les aspects des problèmes que le Parti doit résoudre, mais essentiellement la question centrale et déterminante de la ligne politique avec ses fondements stratégiques et ses implications tactiques.

Ce document continue, actualise et améliore la plate-forme de janvier 1966 et les autres documents fondamentaux publiés par le Parti pendant ces dernières années. Comme il a été dit dans le projet, il fait le point - d'une façon condensée et résumée - d'un certain nombre de questions politiques, idéologiques et organiques qui continuent d'avoir ou prennent aujourd'hui la plus grande importance pour le Parti. Cette mise au point, portant d'abord sur la question fondamentale de l'orientation, créera elle-même de meilleures conditions pour éclaircir et approfondir les autres problèmes sur lesquels doivent se poursuivre l'effort de réflexion et la discussion, et qui pourront être traités au fur et à mesure dans les publications du Parti. D'ores et déjà, les éléments recueillis à l'occasion de l'adoption de cette résolution ont permis de mettre au point le projet des statuts (qui fait lui-même suite à l'avant-projet soumis à la discussion collective au cours de l'été 1968) et permettront l'établissement du programme. L'appel à la réflexion pour jeter les bases de ce dernier a été lancé par le Parti depuis près d'un an. Les conditions en ont mûri et le Parti devra l'élaborer dans un avenir aussi proche que possible (ses grandes lignes étant tracées dans le préambule du projet des statuts).

De nombreux camarades qui ont participé à la discussion n'ont pas manqué de souligner l'importance que constituent pour l'avenir du Parti la discussion et l'adoption de cette résolution.

Ce texte vient concrétiser en effet les résultats de près de quatre années de luttas. Il aidera à concevoir plus nettement les perspectives ouvertes par la situation actuelle, toujours complexes, et à s'orienter dans toutes sortes de situations nouvelles pouvant se présenter dans cette étape de la Révolution nationale et démocratique.

L'adoption de cette résolution implique pour chaque militant des droits et des devoirs qui sont précisément définis dans le projet des statuts du Parti (et dans le règlement intérieur correspondant aux conditions actuelles).

Parmi ces devoirs pressants du militant du P.A.G.S., qu'il soit sur le sol national ou dans l'émigration, le premier est celui d'étudier avec soin, en vue de l'assimiler, ce texte fondamental. C'est aussi celui d'accomplir avec persévérance et continuité les tâches qui en découlent.

L'accomplissement à tous les niveaux de ces tâches permettra au Parti de renforcer sa cohésion et de franchir avec succès une étape décisive sur la voie de son développement. Ainsi se forgera en profondeur et dans les meilleures conditions possibles ce Parti marxiste-léniniste, inlassable artisan de l'Union dans l'action de toutes les forces progressistes et révolutionnaires où qu'elles se trouvent et de ce large Front démocratique et populaire qui est l'instrument indispensable pour battre l'impérialisme et la réaction et imposer la démocratie révolutionnaire, permettant ainsi une marche victorieuse de notre pays vers le socialisme.

RESOLUTION

A - PROBLEMES POLITIQUES

1.- LA LIGNE GENERALE APPLIQUEE DEPUIS JANVIER 1966.

1 L'expérience de plus de trois années a confirmé la justesse de la ligne politique adoptée en janvier 1966 dans ses deux aspects fondamentaux complémentaires et inséparables :

- a) Nécessité, utilité et importance d'une action menée de façon indépendante par l'avant-garde socialiste, organisée en Parti de la classe ouvrière sur la base du socialisme scientifique. Cette action s'est exercée, après la dénonciation du coup de force antidémocratique du 19 juin 1965, aussi bien contre les conséquences négatives de ce dernier (entre autres l'arrêt brutal dans l'essor du mouvement des masses et la remise en cause des acquis révolutionnaires), que dans la lutte pour créer les conditions d'un redressement et d'un nouvel essor du processus révolutionnaire.
- b) Nécessité dans les conditions actuelles d'inscrire cette action indépendante dans le cadre des efforts constants et unitaires pour rechercher et réaliser une solution démocratique constructive et pacifique à tous les problèmes et aux situations de crise que connaît l'Algérie depuis son indépendance et notamment à la crise politique ouverte par le 19 juin.

Une telle voie correspond à l'intérêt de toutes les forces révolutionnaires algériennes et aux conditions objectives et subjectives nationales et internationales.

Elle implique des efforts persévérants pour susciter et orienter l'activité et l'intervention grandissantes des masses populaires, pour renforcer l'unité d'action et réaliser l'union de toutes les forces progressistes dans un vaste Front démocratique et populaire contre l'ennemi principal de notre peuple :

l'impérialisme international et son alliée, la réaction intérieure.

2

Cette union et cette action sont de nature à la fois à renforcer le Parti de la classe ouvrière ainsi que toutes les autres forces progressistes et à créer les possibilités d'une évolution politique démocratique et pacifique. Cette union et cette action doivent, à l'étape actuelle, s'exercer en faveur des objectifs suivants :

- . sauvegarde et renforcement de l'indépendance nationale, en alliance avec les forces antiimpérialistes mondiales,
- . démocratie en faveur des travailleurs, des masses populaires et des forces progressistes afin qu'elles déploient en grand leurs activités antiimpérialistes et antiréactionnaires,
- . édification d'une économie moderne, indépendante, dans la voie non capitaliste, sous le contrôle des travailleurs et sur une base planifiée,
- . réforme agraire avec comme premier objectif la liquidation des 8 000 plus grosses propriétés foncières,
- . progrès social, satisfaction des droits des travailleurs, des couches déshéritées, des femmes et de la jeunesse, défense de nos compatriotes travailleurs émigrés, renaissance et essor culturels, etc...

3

En appliquant cette ligne, le Parti a fortement contribué à créer de nouvelles conditions, plus favorables à un regroupement et à un nouvel essor des forces révolutionnaires après le coup d'arrêt et les dangers sérieux créés par le 19 juin 1965.

Par les actions qu'il a impulsées ou auxquelles il a participé, il a contribué directement ou indirectement à élargir et à faire fructifier toutes les possibilités d'action des masses et d'activité des organisations de masse, aidant notamment ces dernières à résister à l'emprise autoritaire de la droite réactionnaire. Il a largement contribué à la mise en échec de l'offensive réactionnaire contre les premiers acquis du peuple et des forces révolutionnaires. Il a réalisé un important travail de clarification politique et idéologique dans tous les milieux opposés ou liés au pouvoir. Payant son activité et son attachement à une ligne à la fois ferme et constructive par des sacrifices sans nombre et notamment des centaines d'emprisonnements, il a gagné l'estime et le respect de larges milieux progressistes. Il a aidé à forger sur le sol national et dans l'émigration, un nombre grandissant de militants et de cadres du Parti marxiste-léniniste algérien.

Un enseignement précieux doit être tiré de cette expérience accumulée : la mobilisation des masses est la condition décisive de changements progressistes profonds et irréversibles dans la société.

Cette mobilisation n'est jamais spontanée. Il ne faut pas la confondre avec les flambées plus ou moins spectaculaires. La mobilisation des masses nécessite des efforts continus et de longue haleine, un grand travail en profondeur pour réaliser la prise de conscience des différentes couches populaires, leur organisation, et une orientation correcte de leur activité et de leurs actions.

II.- LES DEVIATIONS PAR RAPPORT A CETTE LIGNE GENERALE : LEURS MANIFESTATIONS ET LEURS DANGERS.

④ PENDANT ces années de lutte pour le progrès de la révolution, contre l'impérialisme et contre les forces et tendances réactionnaires, le Parti a enrichi son expérience. Il s'est forgé en préservant, en précisant, et en développant sa ligne politique à travers une lutte permanente sur deux fronts, contre les deux tendances erronées déjà signalées dans la brochure "La Révolution socialiste triomphera en Algérie" (janvier 1966) et que les documents ultérieurs ont continué à définir et à illustrer :

- la déviation opportuniste droitière, d'une part,
- la déviation sectaire et l'impatience gauchiste, d'autre part.

A l'occasion de chaque événement, à l'occasion de chaque problème posé au Parti, à l'occasion de chaque lutte entreprise par lui contre la réaction et ses soutiens impérialistes et néocolonialistes, ces deux déviations se sont souvent alimentées mutuellement ou encore ont pu coexister ou se succéder chez les mêmes camarades. A l'échelle du Parti, elles se sont toujours rejointes en affaiblissant l'efficacité de la lutte et ont tendu, par des voies différentes, à l'amoinçissement du rôle du Parti.

⑤ La lutte contre l'opportunisme de droite, bien que menée de façon énergique, a été relativement plus simple. L'isolement de ses promoteurs s'est réalisé plus facilement, notamment dans le mouvement syndical, grâce au profond sentiment démocratique et à la combativité des masses laborieuses, ainsi qu'à l'expérience acquise dans leur pratique quotidienne par les militants syndicaux dévoués à la cause des travailleurs.

Les illusions qui se sont fait jour après le 19 juin 1965 parmi des membres ou couches de la petite-bourgeoisie révolutionnaire, ont largement reculé. Ces illusions tendaient à présenter le pouvoir ssu

du coup d'Etat comme révolutionnaire en bloc (alors qu'il s'agissait d'une coalition hétérogène dominée au départ par des tendances et une orientation de droite).

Ces illusions risquent néanmoins de se prolonger ou de renaître à la faveur des contradictions qui, se manifestant à l'intérieur de ce pouvoir comme le reflet des contradictions sociales et internationales plus profondes, ont infléchi de nombreuses positions et décisions de ce pouvoir dans un sens progressiste. Le danger est de ne pas voir quelles sont, à chaque instant, les limites de cette évolution et surtout les facteurs qui la commandent, notamment la lutte de classe toujours plus aiguë et les aspirations des masses qui pèsent d'un poids d'autant plus grand que ces luttes sont plus conscientes et mieux organisées.

Il faut donc poursuivre le travail de conviction et les luttes en vue de faire reculer l'opportunisme de droite.

Celui-ci consiste, en général, à partir de mesures progressistes que prend le pouvoir en place, à fermer les yeux sur les agissements négatifs d'un tel pouvoir, au point de cautionner ces actes et de ne pas lutter contre eux.

Il consiste aussi à croire à la "toute-puissance" des mesures économiques considérées en elles-mêmes. Tout en soulignant l'importance de ces mesures, ce serait tomber dans l'économisme que de croire que toute nationalisation, industrialisation et accumulation de capitaux publics débouche inéluctablement et automatiquement sur l'indépendance économique et sur le socialisme. On ne doit pas oublier que le renforcement du secteur public peut fort bien déboucher sur une dictature bourgeoise bureaucratique et même réactionnaire, avec une économie dominée par le néocolonialisme, si parallèlement aux mesures de nationalisation et d'industrialisation dans les secteurs-clés, on ne mène pas une lutte politique résolue, inlassable et vigilante pour : une démocratie politique et économique au service des masses laborieuses, une véritable réforme agraire, une voie non-capitaliste de développement, une politique de progrès social à l'intérieur tendant à la satisfaction des revendications matérielles sociales et culturelles des masses, et, à l'extérieur, de renforcement de l'amitié et de la coopération mutuellement avantageuse avec les pays socialistes.

L'opportunisme de droite consiste encore à ne pas faire confiance aux masses, à masquer la nécessité de lutter pour les droits et libertés démocratiques des masses dans la perspective de l'établissement d'une authentique souveraineté populaire avec la libre élection d'une assemblée constituante. Cet opportunisme conduit à s'appuyer uniquement

sur les luttes de clans qui se disputent le pouvoir ou à s'en remettre au bon vouloir d'une équipe dirigeante, alors que l'expérience nationale et internationale a montré la fragilité de ces facteurs et a prouvé que la mobilisation et la vigilance populaires sont les garants les plus sûrs des conquêtes progressistes.

Enfin, l'opportunisme de droite conduit à sacrifier, pour des raisons de circonstance, l'édification d'un parti d'avant-garde. Il conduit, sous divers prétextes, au recul devant la longue et difficile lutte qui doit être menée pour forger un parti des travailleurs politiquement et organiquement indépendant. Il conduit à un libéralisme désagrégateur face aux efforts idéologiques de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie qui tentent, sous diverses formes, de nier le rôle propre de la classe ouvrière, d'étouffer ou de dénaturer l'idéologie prolétarienne et ses fondements scientifiques par de prétendues nouveautés théoriques tendant à nier l'existence des luttes de classe dans la société algérienne.

6

L'impatience gauchiste, quant à elle, s'est manifestée d'une façon souvent plus subtile, surtout lorsqu'elle se présentait comme une réaction contre l'opportunisme de droite. En fait, elle constitue elle aussi une variété d'opportunisme se fondant sur des illusions en sens opposé et se présentant avec une argumentation de gauche.

Elle a été d'autant plus difficile à déceler et à combattre dans les divers domaines de l'orientation, de l'action et de l'organisation que, à l'exception d'une minorité pour qui les attitudes ou déclarations gauchistes étaient un camouflage de leur attentisme ou de leur abandon de la lutte pour l'édification d'une avant-garde socialiste, cette tendance s'est manifestée spontanément chez de nombreux militants actifs et sincères. Néanmoins, les leçons de l'expérience ont facilité chez le plus grand nombre de ces derniers la correction de ces tendances erronées, sur une base de principe.

La pression préjudiciable de la tendance gauchiste parmi les militants s'est exprimée notamment, avant même la création du PAGS, par l'absence ou l'insuffisance dans la proclamation faite au nom de l'ORP en juillet 1965, de la définition d'un programme d'action clair et des moyens à mettre en oeuvre pendant une longue période pour sa réalisation. Ce qui pouvait laisser croire à la fatalité de la lutte armée ou d'une guerre civile pour le rétablissement de la souveraineté populaire, ou encore à l'instauration de cette dernière dans des délais rapides et rapprochés.

Dans le même temps (et ces insuffisances étaient liées) si l'accent était mis à juste titre sur le rôle indéniable des éléments droitiers et réactionnaires dans le coup d'Etat du 19 juin, sur la nécessité pour les masses de lutter contre la remise en cause de l'orientation progressiste des acquis populaires, l'analyse plus complète des motivations de ce coup d'Etat et du rapport de forces politiques et sociales dans le pays, ainsi que les différenciations et contradictions qui en découlaient a été faite avec un retard de plusieurs mois, ce qui a freiné l'efficacité de la lutte des forces progressistes contre les premières conséquences négatives du coup d'Etat. La correction de cette faiblesse a été opérée dans la déclaration de janvier 1966 qui, avec la résolution intérieure du 1er février de la même année, a constitué la plate-forme politique et l'acte de naissance du P.A.G.S.

Même avec la création du P.A.G.S et durant l'année 1966, cette ligne définie avec justesse en janvier 1966 s'est frayé un chemin à travers une lutte sévère contre l'aventurisme et le gauchisme d'éléments qui, pour toute analyse, se bornaient à une référence systématique et abstraite aux formes de lutte utilisées durant la guerre de libération contre le colonialisme.

La même tendance gauchiste a également entraîné l'ORP et pendant un certain temps le P.A.G.S à une sous-estimation des problèmes de la lutte antiimpérialiste et de la lutte pour l'édification économique, problèmes importants, voire décisifs, auxquels étaient affrontés notre pays et notre peuple, mais dont l'importance était restée trop masquée par la nécessité de faire face à l'orientation antidémocratique et antiouvrière dominante du pouvoir. Il en est résulté un certain manque à gagner dans l'activité et le développement du Parti, dans ses efforts de clarification politique et d'isolement de la réaction et même dans sa lutte contre l'arbitraire et l'autoritarisme de diverses fractions du pouvoir.

La large discussion collective engagée dans les rangs du Parti pendant l'été 1966, a permis néanmoins de corriger les faiblesses dans ces domaines et de mieux préciser les implications concrètes de l'orientation définie en janvier 1966, de mieux définir ses points d'application, les formes de lutte et de travail de masse en profondeur en fonction d'objectifs immédiats et réalisables: lutte contre la répression et pour le respect des libertés démocratiques, lutte constructive pour les revendications légitimes et la défense des acquis, lutte contre les pressions et manoeuvres néocolonialistes, etc... toutes luttes à travers lesquelles le Parti, tout en forgeant ses rangs, a étendu sa propre influence et a fait progresser l'esprit unitaire parmi de nombreuses forces progressistes civiles et militaires.

Pour l'essentiel, les actions entreprises ou impulsées par le Parti sur ces bases, ont été justes dans leurs objectifs et leur réalisation. Nombre d'entre elles ont connu un retentissement et des conséquences importantes. Elles ont eu des prolongements bénéfiques pour l'évolution de la situation politique dans le pays et pour la satisfaction de plusieurs revendications de l'opinion progressiste et des masses populaires. Pour ne citer que les plus importants ou les plus apparents des résultats auxquels a contribué l'action du PAPS, rappelons : le coup d'arrêt donné à l'évolution prooccidentale constatée dans la période qui a suivi immédiatement le 19 juin 1965; la vigilance aiguës de l'opinion progressiste et des masses contre la pénétration néocolonialiste dans l'économie et contre les tentatives droitières de sabotage de la coopération avec les pays socialistes; la pression exercée en faveur de la réforme agraire et du contrôle des travailleurs sur la gestion des sociétés nationales; le coup d'arrêt donné aux restitutions des terres autogérées prélude au redressement de la situation dans ce secteur vital; la mobilisation et l'entraînement militaire des étudiants comme prélude à un service national généralisé; l'exigence d'une solidarité effective exprimée par les masses en faveur des luttes de libération du peuple vietnamien, des peuples arabes et notamment palestinien et des peuples africains; la lutte pour une réforme radicale de l'enseignement supérieur; la libération d'un grand nombre de détenus progressistes; le respect effectif de certaines libertés et droits syndicaux et démocratiques partout où les masses sont parvenues à un niveau suffisant de conscience, de combativité et d'organisation, etc... Toutes ces revendications et ces tâches conformes à l'intérêt national et à celui de la révolution, ont eu des échos profonds sur les milieux progressistes y compris au sein des organisations de masse caporalisées et les appareils liés au pouvoir.

Cependant, quelques unes des actions entreprises ont été dans une certaine mesure, empreintes d'impatience gauchiste dans leur opportunité ou leurs modalités. Pour cette raison, ces actions ont manqué d'efficacité, comme l'ont montré les résultats des autres actions similaires dans lesquelles de tels défauts avaient été évités ou corrigés. Ainsi, on a pu noter, notamment au cours des événements de décembre 1967 et quelques temps après ces événements, quelques manifestations de fébrilité et de schématisme dans l'expression de la politique du Parti ou de l'activité de certains de ses adhérents. Ces manifestations, dues surtout dans leur détail à des réactions subjectives et passionnelles face à la répression et à l'arbitraire, constituaient un décalage par rapport à la juste position de principe définie dans la déclaration du 14 septembre 1967. Ce décalage aurait pu avoir des conséquences négatives sérieuses et aurait aggravé le recul momentané

des forces progressistes si la direction du Parti n'avait maintenu pour l'essentiel cette position de principe, aussi bien avant qu'au cours de ces événements de décembre 1967, en conformité avec notre plate-forme de janvier 1966.

Les discussions et échanges de vues qui se sont engagées par la suite, pendant plusieurs mois à tous les échelons, pour tirer les enseignements de toute l'expérience passée, ont permis de constater non seulement que la ligne définie par la déclaration de janvier 1966 était confirmée dans sa justesse, mais encore qu'il convenait de la défendre avec encore plus de fermeté, de l'approfondir et de l'assimiler, grâce à un effort de formation politique et idéologique, et de l'appliquer de façon créatrice en fonction des exigences de l'actualité et des progrès déjà enregistrés par notre lutte.

La brochure de juin 1968 ("Le P.A.G.S. répond à cinq questions d'actualité") a consigné les résultats de cette large consultation collective. Elle a souligné que les positions dictées par l'impatience ne pouvaient, par leurs implications et conséquences logiques, que tendre à un changement de ligne politique et à l'adoption d'une plate-forme aventuriste en contradiction avec celle de janvier 1966.

III.- LA NATURE ET LES OBJECTIFS DE L'ETAPE ACTUELLE :

⑦ E N fait, ces déviations de droite ou de "gauche" ont une même base politique et idéologique: elles procèdent de la méconnaissance, ou d'une connaissance insuffisante du caractère de l'étape dans laquelle se poursuit la révolution algérienne. Ces déviations surviennent chaque fois que l'on n'analyse pas les situations et les problèmes en les replaçant dans leur contexte, c'est-à-dire dans l'étape actuelle de la révolution nationale et démocratique, dont le développement et l'achèvement, étroitement liés aux luttes nationales et internationales, préparent les conditions d'une véritable révolution socialiste.

Tout montre que nous ne sommes pas encore à l'étape de la révolution socialiste et encore moins à celle de l'édification du socialisme.

La contradiction principale, à l'étape actuelle, n'est pas celle qui opposerait les partisans et les adversaires de l'instauration du socialisme dans notre pays (en donnant bien entendu au terme socialisme son sens véritable et non pas la seule signification d'indépendance nationale, progrès et justice sociale ou de technique de développement

économique).

A plus forte raison, cette contradiction principale n'est-elle pas celle qui opposerait les partisans du socialisme entre eux (qui apprécieraient différemment la situation ou préconiseraient des méthodes différentes) ou encore les partisans du socialisme scientifique et ceux, parmi les révolutionnaires, qui préconisent diverses variantes d'un socialisme petit-bourgeois dit "spécifique".

La contradiction principale dans notre pays, en cette deuxième phase de la lutte de libération nationale ouverte par la conquête de l'indépendance politique, c'est la contradiction qui oppose tous les partisans du développement économique indépendant de l'Algérie à l'impérialisme international et son alliée naturelle la réaction intérieure.

L'impérialisme demeure l'ennemi principal de notre peuple, et il faut dresser contre lui tous ceux dont il lèse les intérêts, qu'ils soient ou non partisans du socialisme. Dans ce cadre, de nombreuses possibilités d'action et de front communs demeurent pour toutes les classes et couches sociales progressistes qui constituent la majorité de notre peuple, à l'exclusion des hommes et des couches sociales qui composent la réaction intérieure : grands propriétaires fonciers et affairistes liés au néocolonialisme, auxquels s'associe l'aile droite des nouvelles couches bureaucratiques, tous clans et catégories sociales qui sont aujourd'hui des alliés et soutiens de l'impérialisme, après que certains d'entre-eux eurent participé - bon gré, mal gré - à l'unité nationale réalisée pendant la guerre de libération.

La méconnaissance du caractère de l'étape en cours et de la contradiction principale qui la caractérise est à l'origine d'appréciations erronées quant au pouvoir actuel.

Ainsi, les opportunistes de droite prétendent, pour justifier l'appui qu'ils ont apporté globalement au pouvoir actuel, y compris à ses actes antiouvriers et antidémocratiques, que ce dernier est engagé dans la révolution socialiste, voire même qu'il édifie déjà le socialisme. Ils vont jusqu'à prétendre que l'Etat actuel est celui du "peuple tout entier", alors que cela ne peut être réalisé que dans une société sans classes, à une étape supérieure du socialisme.

Les gauchistes, eux, s'opposent globalement au pouvoir actuel non seulement en raison de ses actes antidémocratiques, mais aussi parce qu'il n'accomplit pas, ou aurait trahi des tâches de caractère socialiste qui, selon eux, auraient déjà mûri.

La ligne politique définie par notre Parti dans sa déclaration de janvier 1963 (ainsi que dans tous les documents ultérieurs) qui préconise l'action unie d'un Front démocratique et populaire entraînant

toutes les forces progressistes et antiimpérialistes, implique au contraire que l'étape actuelle est celle au cours de laquelle doit s'achever la réalisation des objectifs nationaux et démocratiques de la révolution.

Cela ne doit nullement empêcher les révolutionnaires d'envisager l'accomplissement de ces tâches nationales et démocratiques dans une perspective résolument socialiste. Cela n'empêchera nullement non plus, un passage relativement rapide à la révolution socialiste, dans la mesure précisément - et dans cette mesure seulement - où seront menées à bien les tâches nationales et démocratiques importantes qu'il reste à accomplir.

8

La compréhension de la nature de l'étape actuelle n'a pas été facilitée par le fait que, pendant longtemps, nos documents - notamment ceux de caractère idéologique - n'ont pas mis suffisamment l'accent sur ce fondement théorique et stratégique de notre ligne politique, bien qu'il ait imprégné nos publications et qu'il ait été sous-jacent à l'orientation générale du travail du Parti depuis sa création.

La brochure "La Révolution socialiste triomphera en Algérie" elle-même, bien qu'elle ait correctement défini la ligne de Front démocratique et populaire et qu'elle ait prévu certains développements de cette ligne, alors que les conditions n'en avaient pas encore mûri (1), n'a pas consacré une place suffisante à l'explication des raisons objectives et des bases de principe qui rendaient cette ligne inévitable et la seule juste. Il s'y trouve même quelques formules qui étaient une concession à l'idée que l'Algérie (en 1965) avait abordé les tâches de la révolution socialiste tout en réalisant les tâches non encore accomplies de la révolution nationale et démocratique. (D'où cette formulation équivoque de "révolution démocratique et socialiste" - dans la brochure "la RSTA", page 59, édition imprimée.)

C'est en effet dans cette erreur sur la nature de l'étape que peuvent trouver leur source des appréciations incorrectes dans le sens gauchiste ou opportuniste sur telle ou telle situation, tel ou tel événement.

(1) cf notamment les citations dans la revue "Révolution socialiste" n° 1.-

Cette erreur de principe était répandue, à des degrés divers, avant le 19 juin 1965, dans tous les milieux partisans du socialisme - qu'ils aient été au FLN ou au PCA - sous l'influence d'une certaine griserie due aux grands changements survenus dès les premières années de l'indépendance et sous la pression de l'impatience véhiculée par les courants idéologiques petits-bourgeois. Elle a été aussi causée chez des militants socialistes par une interprétation schématique et erronée de l'exemple cubain, qui consistait à admettre pour le cas de l'Algérie, la possibilité d'édifier le socialisme avant même la constitution d'un puissant parti d'avant-garde marxiste-léniniste de la classe ouvrière, l'enthousiasme et la spontanéité des masses pouvant temporairement servir de support à la révolution socialiste.

On peut trouver aussi la racine de cette erreur dans l'interprétation fautive et démobilisatrice de la thèse juste selon laquelle le rayonnement et le poids grandissant du système socialiste mondial, l'hégémonie de la classe ouvrière s'exerçant à l'échelle internationale, créaient des conditions plus favorables à la marche de chaque peuple vers le socialisme. Il est évident que la thèse devient absurde et dangereuse si on lui fait dire que dans les conditions favorables ainsi créées, les forces mondiales du socialisme peuvent se substituer à l'action propre de la classe ouvrière et des forces qui oeuvrent pour le socialisme dans chaque pays.

Certes, il était juste de noter que les grandes transformations progressistes survenues dans l'Algérie indépendante créaient certaines prémices économiques et même politiques pouvant s'avérer favorables aux premiers pas d'une révolution socialiste. Mais il ne s'agissait que de prémices et il était faux d'utiliser des formulations non scientifiques qui pouvaient laisser croire au mûrissement et à plus forte raison au déroulement d'une révolution socialiste. L'insuffisance ou l'absence de nombreuses conditions objectives et subjectives importantes d'une telle révolution ont d'ailleurs été amplement démontrées par les événements, et au premier chef l'absence d'un parti d'avant-garde socialiste puissant et jouant véritablement son rôle.

Cela n'enlève rien à la justesse du soutien que les forces progressistes et antiimpérialistes devaient apporter d'une façon résolue mais critique et non suiviste, aux réalisations du pouvoir présidé par Ben Balla. Ce soutien devait être apporté non parce qu'il s'agissait de mesures socialistes, mais parce qu'il s'agissait de mesures progressistes et antiimpérialistes dont certaines, dans divers domaines, y compris politiques, favorisaient le développement des forces progressistes et socialistes.

L'accent mis sur le caractère prétendument socialiste des développements en cours de la révolution ne peut que discréditer l'idée de socialisme auprès des masses laborieuses et déshéritées dès qu'apparaissent les limites et faiblesses de telles mesures. On aboutit dans le même temps à effrayer inutilement les couches moyennes. C'est aussi une source de division parmi les forces antiimpérialistes inégalement favorables (ou parfois hostiles) au socialisme, alors que le succès de la Révolution nationale et démocratique dépend de l'alliance la plus large entre les classes et couches sociales intéressées à l'indépendance économique du pays. C'est enfin la source d'un manque de vigilance ou d'appréciations subjectives nuisibles pour les militants socialistes eux-mêmes qui, partant d'appréciations exagérément optimistes, ne voient pas suffisamment les graves lacunes de l'orientation en cours et les menaces de remise en cause des acquis progressistes.

10

La Charte d'Alger, à côté des grands mérites qui l'ont fait chaleureusement approuver par tous les militants socialistes sincères, a cristallisé en elle et contribué à amplifier cette faiblesse de principe.

Elle avait pourtant constitué en 1964 un progrès notable par rapport au programme de Tripoli, en précisant mieux - sur la base des nouveaux développements survenus en Algérie - les grands objectifs socialistes qui n'étaient qu'évoqués dans le programme de Tripoli, et elle a éclairé plusieurs problèmes de la période de transition.

C'est pourquoi les militants du P.A.G.S. ont, dans les circonstances les plus difficiles, fermement et courageusement défendu les principes socialistes que contient la Charte d'Alger contre ses détracteurs anti-socialistes, contre toutes les forces conservatrices qui n'ont pas par donné à cette Charte les aspects positifs que nous lui reconnaissons, et notamment le fait qu'elle a constitué un pas en avant appréciable vers les positions du socialisme scientifique, qu'elle a joué un grand rôle de mobilisation et d'éducation parmi les travailleurs, les intellectuels et tous les progressistes honnêtes, ainsi qu'un rôle utile de décantation parmi les tenants de l'idéologie confusionniste de "l'unité nationale après l'indépendance".

Si aujourd'hui le P.A.G.S. tient, avec toute la franchise qui doit caractériser l'esprit révolutionnaire, à mettre l'accent sur les insuffisances et les limites de cette Charte, ce n'est nullement pour remettre en cause ses aspects positifs qui, comme les décrets de Mars 1963, demeurent un acquis inaliénable de notre peuple et de notre révolution. Il s'agit au contraire pour notre Parti d'approfondir et développer ces acquis, en cernant dans cette Charte les limites et confusions qui

peuvent être la source de préjudices sérieux pour la révolution.

Ainsi la Charte d'Alger, en définissant les objectifs finals et fondamentaux du socialisme, n'a pas replacé ces derniers dans une perspective correspondant aux possibilités réelles. Elle a anticipé sur la réalisation de certains de ces objectifs et a sous-estimé de ce fait, sans les ignorer, certaines tâches d'une urgence vitale (telle que la réforme agraire, les nationalisations), laissant croire ainsi qu'il s'agissait là d'une étape dont la réalisation allait de soi et ne posait déjà plus aucun grave problème. Elle a laissé aussi dans une certaine confusion le problème de la définition de l'ennemi principal et la définition des alliances indispensables en fonction de cet ennemi principal. Ainsi, l'importance des problèmes de l'union antiimpérialiste et antiféodale (ayant un contenu différent de l'union anticolonialiste), ainsi que les problèmes de l'édification économique, de l'édification de l'Etat ont été relativement estompés par rapport à l'importance accordée à la lutte contre la bourgeoisie-bureaucratique en voie de formation. Cette lutte pourtant indispensable est apparue de ce fait à de larges milieux socialistes comme l'objectif n° 1, et son importance relative à l'étape actuelle a été surestimée au détriment des tâches primordiales du moment. En résumé, la Charte n'a pas établi les priorités nécessaires et a tracé une orientation sans référence suffisante aux conditions objectives et subjectives réelles du moment.

Cette faiblesse peut se rattacher pour une part au caractère ambigu de la Charte, document qui a revêtu davantage l'aspect de thèses idéologiques et philosophiques que d'un document traçant les grandes lignes d'un programme d'action. A côté de cet aspect formel, la raison de fond d'une telle insuffisance réside dans l'influence de l'idéologie "populiste" et de l'impatience qui caractérise souvent les couches révolutionnaires de la petite-bourgeoisie et dont la Charte demeure imprégnée.

Ce sont de telles influences qui expliquent le manque de définition rigoureuse de l'étape actuelle de la révolution et aussi une certaine sous-estimation des tâches démocratiques de cette étape et du rôle majeur que doit jouer une réelle démocratie en faveur des masses laborieuses et des forces progressistes. Certes, la Charte d'Alger a insisté, à juste raison sur le rôle de la démocratie dans la lutte contre les déformations et l'emprise de la bourgeoisie bureaucratique. Mais il s'agit d'un aspect partiel de l'exigence démocratique des masses à l'étape actuelle, alors que la Charte a sacrifié cette exigence dans le domaine le plus actuel et le plus brûlant. Il s'agit de l'appréciation erronée portant sur la question de régime des partis (parti

unique ou pluripartisme). Dans cette question, la Charte a fait une concession importante à l'idéologie petite-bourgeoise, ouvrant ainsi largement la porte, comme l'expérience l'a prouvé, à la domination des forces antiouvrières sur le parti unique (qui ne s'est pas forgé dans le feu d'une lutte acharnée pour les droits de la classe ouvrière et pour le socialisme) et à la transformation de ce parti unique en instrument d'hégémonie de la politique et de l'idéologie petite-bourgeoise sur les couches populaires et la classe ouvrière.

En résumé, la Charte d'Alger, qui a constitué un pas en avant à son époque, a été un compromis entre le socialisme scientifique et différentes formes de l'idéologie de la petite-bourgeoisie progressiste. Ce compromis reflète le rapport des forces politiques et sociales dans l'Algérie de 1964, tout en reflétant aussi des tendances "avant-gardistes" et volontaristes.

Il est donc important, en raison de toutes ces sources de confusion, de poursuivre sur la base des principes scientifiques éprouvés du marxisme-léninisme, les efforts d'harmonisation entre notre juste ligne politique et ses fondements théoriques et de clarification auprès de tous nos alliés progressistes.

D'autant plus que la presse et les autorités officielles continuent à amplifier cette erreur de principe, de bonne foi chez certains, par démagogie chez d'autres, ce qui ne peut favoriser une mobilisation plus consciente ni en faveur des objectifs immédiats de la révolution nationale et démocratique, ni en faveur des objectifs plus éloignés de la révolution socialiste.

IV.- LA TACTIQUE DU PARTI ET SES POSITIONS VIS A VIS DES AUTRES FORCES POLITIQUES ET SOCIALES AU POUVOIR :

11

∟ A définition de l'étape actuelle, telle qu'elle vient d'être précisée, n'est pas valable seulement pour la situation qui s'est créée avec le 19 juin et qui s'est développée sous le pouvoir qui en est issu.

Avec des variantes parfois importantes, correspondant à tel ou tel contexte historique, aux particularités de telle ou telle équipe dirigeante, cette définition reste valable avec tout autre pouvoir plus ou moins progressiste et non inféodé à l'impérialisme, dans le cadre d'un régime économique et social de transition tel que celui que connaît l'Algérie depuis son indépendance.

Avant comme après le 19 juin 1965, se déroule dans notre pays une lutte de classe complexe dont les données sont souvent masquées ou faussées par les luttes de clans et autres facteurs contingents. Depuis son indépendance, sous des pouvoirs aux caractéristiques différentes, l'Algérie vit dans un même régime de transition au sein duquel s'affrontent principalement, d'un côté, les forces progressistes favorables à un développement hors de la voie capitaliste, et, de l'autre côté, les forces conservatrices et réactionnaires favorables à l'exploitation de type féodal et capitaliste.

La nature de l'étape commune aux deux périodes d'avant et d'après le 19 juin 1965 explique que dans l'une comme dans l'autre on trouve, à des degrés divers, dans les mêmes domaines ou dans des domaines différents, des réalisations allant dans le sens de la révolution nationale et démocratique.

Cette nature commune de l'étape ne saurait néanmoins faire oublier les différences importantes d'orientation dans certains domaines et dans les méthodes de gouvernement appliquées au départ par les groupes dirigeants qui ont exercé successivement le pouvoir :

- . orientation dominante plus démocratique et plus ouverte à une assez large intervention des masses dans divers domaines de l'activité du pays, avant le 19 juin 1965;
- . orientation dominante antidémocratique et plus hostile à la participation des masses dans la vie politique et économique, et plus perméable aux pressions de la réaction, après le 19 juin.

Cependant, dans l'un et l'autre cas, il s'agit pour l'essentiel d'un pouvoir qui, dans sa nature de classe, est celui d'une coalition de diverses fractions (révolutionnaires et conservatrices) de la petite-bourgeoisie.

Dans l'un et l'autre cas, et quels que soient les traits spécifiques s'attachant aux personnalités ou groupes, ce qui détermine en dernière analyse l'orientation générale de telles coalitions au pouvoir, ainsi que leur comportement devant certains événements, leurs particularités, l'évolution même de leurs contradictions internes et des rapports de force au sein de ces coalitions, c'est le rapport des forces économiques, politiques et sociales dans le pays et dans le monde.

Dans un tel régime, l'idéologie qui prédomine, y compris à travers les proclamations socialistes, c'est l'idéologie petite-bourgeoise.

La classe ouvrière et les organisations qui expriment et défendent ses intérêts, ont accru leur influence au cours des différentes phases des luttes passées de libération nationale et poursuivent à

l'étape actuelle des efforts indispensables dans le même sens. Néanmoins pour des raisons liées à l'histoire de notre pays elles ne sont pas encore parvenues à assumer le rôle politique et idéologique dirigeant afin de pouvoir, en alliance avec la paysannerie pauvre et toutes les couches révolutionnaires de la petite-bourgeoisie, engager radicalement et d'une façon irréversible dans la voie socialiste le processus révolutionnaire actuel.

12

Dans ce régime de transition qui met en place et édifie un Etat national débarrassé des liens du colonialisme et du néo colonialisme, le PAGES et toutes les forces qui oeuvrent pour mener jusqu'à son terme la révolution nationale et démocratique ont le devoir, quelle que soit l'équipe qui exerce le pouvoir dans l'orientation générale définie ci-dessus :

- de lutter pour la défense des acquis révolutionnaires, pour la réalisation par le pouvoir en place de nouvelles mesures progressistes et pour le soutien et la consolidation de ces dernières;
- de lutter pour sauvegarder et élargir les droits et libertés démocratiques en faveur des travailleurs, des progressistes et des larges couches populaires;
- de critiquer et combattre les mesures antiprogressistes et antidémocratiques.

Quels que soient les événements qui peuvent jalonner cette étape, ce qui demeure constant, c'est la nécessaire édification du Parti (indépendant) des travailleurs sur la base du socialisme scientifique, édification qui se fera nécessairement à travers une lutte permanente pour en créer les conditions favorables, c'est-à-dire :

a) une politique de front uni antiimpérialiste et antiréactionnaire le plus large possible, même si le rôle dirigeant effectif n'est pas joué, dans ce front, par la classe ouvrière, l'essentiel étant que les organisations de la classe ouvrière conservent leur autonomie dans le cadre d'un tel front.

Ce front démocratique et populaire peut être, selon les cas, structuré (organisations et individus) ou simplement objectif (unité d'action). Il ne peut se borner à être le rassemblement des seuls opposants ou des seuls partisans de tel ou tel pouvoir. Il doit être, avant tout, le rassemblement de toutes les forces antiimpérialistes et antiréactionnaires où qu'elles se trouvent.

b) la démocratisation de toutes les manifestations de la vie du pays : cela correspond non pas à l'instauration d'une démocratie formelle

et dans l'absolu, mais à l'exercice, par les travailleurs, les progressistes et toutes les couches populaires, de tous les droits et libertés démocratiques qu'il est possible et nécessaire de conquérir et de mettre en oeuvre à chaque moment en faveur de la lutte antiimpérialiste, de la lutte pour l'édification du pays et pour isoler et battre les réactionnaires.

V.- L'EDIFICATION DU PAGES SUR DES BASES DE PRINCIPE.

DANS ces conditions, l'existence de notre Parti et son développement, malgré les obstacles et les difficultés, sont une réalité qui répond à une nécessité historique.

Que représente le PAGES du point de vue de sa signification, de son contenu et de sa composition politique ?

13

Pour mettre fin définitivement, en ce qui concerne notre Parti, à la confusion entre "rassemblement" et "Parti" (confusion qui est l'une des raisons de l'échec politique du FLN) il faut souligner que le PAGES, à la différence de ce que fut l'ORP (Organisation de la résistance populaire) n'est pas un simple rassemblement de forces progressistes, mais une avant-garde socialiste. C'est pourquoi il entérine l'abandon du sigle "ORP" qui désigne le rassemblement au sein duquel se sont initialement retrouvés, en juillet 1965, aux côtés d'autres éléments non acquis à l'idée d'un Parti d'avant-garde socialiste, plusieurs des éléments constitutifs de notre Parti.

En effet, d'une part, un tel sigle, par l'orientation qu'il évoque ("résistance") ne recouvre qu'une partie des implications et des objectifs qu'avait notre politique, à savoir opposition au coup de force antidémocratique réalisé de façon illégale par un groupe de pression. Il ne convient pas (même s'il ne faisait qu'accompagner le sigle principal : PAGES) à un Parti qui a entrepris une lutte de longue haleine pour la transformation des rapports sociaux de production dans des conditions qui seront des plus variables.

D'autre part, même dans le moment présent, ce sigle n'exprime correctement aucune des deux formes complémentaires de regroupement que nous préconisons :

- le rôle de rassemblement de toutes les forces progressistes et révolutionnaires (parmi lesquelles le PAGES) est assigné à un front démocratique et populaire aux assises plus larges que celles que s'assignait l'ORP;

. quand au rôle d'avant-garde socialiste de la classe ouvrière, le sigle "PAGS" est le plus approprié et suffit à lui seul.

14

Ainsi le PAGS est devenu une réalité, une entité dans la vie politique algérienne. En tant que PAGS il n'est :

- ni l'ORP, rassemblement opéré en juillet 1965 sur une base circonstancielle;
- ni un nouveau FLN de gauche ou un nouveau PCA malgré les apports politiques, idéologiques et organiques au nouveau parti des individus et organisations issus de ces deux formations;
- ni une simple "avant-garde UGTA ou UNEA" selon certaines vieilles conceptions trade-unionistes qu'ont tenté de reprendre des groupes anarcho-trotskyistes.

Le PAGS est un nouveau parti de la classe ouvrière, celui des travailleurs manuels et intellectuels, des travailleurs des villes et des campagnes qui ont adopté le socialisme scientifique et sont venus au socialisme par des voies diverses; un parti dont la nécessité est plus grande encore qu'auparavant, à l'étape historique nouvelle qui s'est ouverte avec l'indépendance.

De nombreuses décantations et évolutions ont permis d'aboutir à ce résultat qui constitue à la fois un élargissement et une amélioration pour chacune des formations ou composantes qui ont contribué à l'édification de ce Parti.

Les événements de juin 1965 ont donné le départ à ce processus en mettant en présence d'une façon délibérée et consciente, dans une même organisation en vue de lutter pour les mêmes objectifs et dans des conditions tout autres que cela fut fait dans le FLN, des éléments ayant soit une formation nationaliste progressiste soit une formation communiste. Cette initiative a joué un rôle incontestablement utile en créant - en dépit de grandes difficultés - des conditions de compréhension et de rapprochement jusque là inédites entre militants progressistes avancés.

Mais à cela ne se résume pas l'essentiel du contenu du nouveau Parti, qui n'est pas la simple juxtaposition ou la somme de ses composantes.

Il n'est plus possible aujourd'hui, après toutes ces années d'édification et d'activité du PAGS, de voir ce Parti comme une mosaïque d'anciens FLN et d'anciens communistes. Une telle façon de voir ne correspond nullement à la réalité et serait un recul, un frein et une source de difficultés.

Les chances de succès de la constitution du nouveau Parti ne pouvaient résider que dans la fusion et l'homogénéité réalisées sur les bases de principe du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, dans le courant général du mouvement communiste et ouvrier international. C'est sur la base de ces principes qu'a été menée la lutte nécessaire contre les exclusives et pour éliminer les distinctions d'origine. Cette lutte a permis à notre Parti de prendre irrévocablement son visage nouveau et de se consacrer d'une façon unie à la conquête des couches les plus révolutionnaires des masses laborieuses, dont un grand nombre d'éléments sont des jeunes n'ayant jamais milité précédemment dans une organisation politique.

Il pourrait arriver encore que des discussions ou même des conflits politiques ou idéologiques tendent apparemment à faire resurgir ces distinctions dépassées. En fait, de tels conflits ne seraient nullement des conflits FLN-PCA. Qu'il s'agisse de problèmes nationaux ou internationaux, l'expérience montre que lorsque de telles questions se sont posées, les clivages, le plus souvent, ne se sont pas opérés entre ex-FLN et ex-PCA, mais à l'intérieur des ex-FLN et des ex-PCA. Il s'agit là de décantations inévitables, qui ont pour fondement objectif l'évolution des classes sociales algériennes après l'indépendance et qui entraînent des "reclassements" sur le plan subjectif.

En dernière analyse, le clivage véritable passe entre ceux qui veulent édifier un parti marxiste-léniniste de la classe ouvrière avec les implications nationales et internationales qui en découlent, et ceux qui hésitent devant ce choix, qui reculent devant ses difficultés, ou le rejettent.

Le PAGES n'est pas un simple rassemblement de diverses tendances socialistes. Il est un parti d'avant-garde et d'action dans lequel l'homogénéité, l'unité de pensée et d'action sont réalisées par la confrontation continue des opinions, qui ne peuvent cependant pas se cristalliser en tendances structurées qui enlèveraient et stériliseraient le Parti dans des luttes de groupes et de fractions. D'où l'importance qu'il y a à définir les questions idéologiques en répondant à la question : quel genre de parti sommes-nous et voulons-nous édifier ?

I. - LES FONDEMENTS IDEOLOGIQUES DU P.A.G.S.

15

Le P.A.G.S est un parti marxiste-léniniste qui, pour atteindre les objectifs de la révolution socialiste dans notre pays, s'efforce, par son activité au sein des masses laborieuses et de toutes les classes et couches progressistes de notre peuple, de réaliser la fusion du mouvement antiimpérialiste et ouvrier algérien avec la théorie du socialisme scientifique. Il inscrit en toute indépendance son action propre dans le cadre de celle menée par tout le mouvement communiste et ouvrier international, comme cela s'est déjà concrétisé au cours des réunions préparatoires de la conférence mondiale de ce mouvement qui doit se dérouler le 5 juin prochain.

Dans notre pays d'autres organisations peuvent se réclamer d'objectifs communs avec les nôtres. Le P.A.G.S déclare à ce sujet qu'il ne prétend pas être ou devenir la seule organisation politique révolutionnaire ou la seule organisation luttant pour le socialisme. Néanmoins il défend, d'une façon unitaire, constructive et ferme à la fois, sa propre conception qu'il estime la plus juste : le marxisme-léninisme fondé sur une théorie scientifique, et il préconise l'unité d'action et les libres confrontations, à la lumière de l'expérience nationale et internationales, avec toutes les autres organisations, groupements et tendances progressistes ou se réclamant du socialisme.

Il a été utilisé dans la brochure "La Révolution socialiste triomphera en Algérie" pour définir notre Parti, la formule: "Nous ne sommes pas un mouvement communiste" mais "nous ne sommes pas anticommunistes". C'était une formule juste en un certain sens, mais erronée dans un autre, et qui du reste a été utilisée ou peut l'être encore par bien d'autres organisations ou personnalités politiques ne se réclamant pas du marxisme-léninisme. Il convient donc de nous définir plus rigoureusement que par cette formule équivoque. Cette formule a été utilisée avant tout pour dire: "Nous ne sommes pas le PCA", répondant ainsi aux allusions intéressées de ceux qui présentaient notre organisation comme la reconstitution ou le maintien pur et simple du PCA sous une autre étiquette.

Sur le plan idéologique, notre Parti n'impose pas à ses militants

croyants l'adoption des thèses du matérialisme philosophique, les convictions religieuses ne devant pas être une entrave à la lutte pour la réalisation de l'idéal socialiste. Le P.A.G.S. veut que la société socialiste qui sera érigée en Algérie tienne compte des réalités nationales, comme cela découle d'ailleurs de la théorie et de la pratique du marxisme-léninisme. Tout en combattant les survivances féodales et rétrogrades ainsi que les falsifications et mystifications bourgeoises exploitées par la réaction et les forces conservatrices, le P.A.G.S. et ses militants seront parmi les meilleurs artisans du développement de tout ce qui, à notre époque, demeure progressiste dans l'héritage de la civilisation arabo-islamique. Ils oeuvreront pour assurer le renouveau et l'essor de notre culture nationale, notamment sur la base d'une arabisation active, méthodique et scientifique, largement ouverte sur le fonds culturel de la civilisation universelle et en liaison avec les impératifs économiques du développement de notre pays. S'il en est ainsi, c'est précisément parce que le P.A.G.S. éduque et forme ses militants et ses cadres dans l'esprit du matérialisme historique et du matérialisme dialectique, qui sont indispensables aussi bien pour comprendre les lois du développement des sociétés humaines, de la lutte des classes et des révolutions qui sont le moteur de l'histoire, que pour féconder, en accord avec la sensibilité populaire algérienne, l'effort de pensée et de culture auquel aspire notre peuple.

Il faut souligner également que si nous ne sommes ni le P.C.A. sous une autre étiquette, ni une formation F.L.N. "marxisée", le P.A.G.S. non seulement ne renie pas l'héritage de ces formations mais se veut le continuateur de ce qu'il y a de meilleur dans les luttes et traditions du mouvement ouvrier et du mouvement national progressiste dont les luttes se sont intimement conjuguées au cours des dizaines d'années de lutte de libération de notre peuple sous leur forme moderne.

Le P.A.G.S. procède dans l'intérêt des luttes futures, à une évaluation critique de cet héritage, évaluation qui n'a rien à voir avec des préoccupations partisans. Il encourage toute discussion et recherche fructueuse tendant à tirer les enseignements positifs et négatifs des luttes passées des formations communiste et nationalistes progressistes, afin d'aider notre Parti à s'édifier sur des bases de principes solides :

- de l'application du marxisme-léninisme aux réalités économiques, politiques, sociales et culturelles de l'Algérie,
- des impératifs de l'internationalisme prolétarien.

En résumé, le P.A.G.S. est un parti d'avant-garde nouveau, héritier d'un riche passé historique et politique. Il est un parti ouvrier marxiste-léniniste au même titre que tous les autres partis du mouvement

communiste et ouvrier international qui, avec ou sans l'appellation de "Parti communiste", ont le même objectif final, y compris la perspective plus éloignée d'une société communiste, stade supérieur du socialisme (c'est-à-dire une société où pourra s'appliquer la devise : "de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins".)

II.- LA FORMATION ET LA LUTTE IDEOLOGIQUES : NECESSITE POUR L'EDIFICATION DU PARTI.

a) Il n'existe pas de neutralité idéologique :

16

L'EXPERIENCE a montré que les problèmes idéologiques que nous avons eu à affronter dans l'accomplissement de nos tâches nationales et qui sont nés de ces tâches mêmes, avaient leur équivalent dans le mouvement communiste et ouvrier international et se posaient également, à des degrés divers ou sous des formes diverses, à tous les partis progressistes. Les problèmes du mouvement communiste et ouvrier international ont également leurs répercussions sur notre lutte, étant donné la dimension mondiale acquise par l'affrontement entre le capitalisme (impérialiste) et le socialisme, et les influences directes ou indirectes des courants idéologiques mondiaux.

Notre Parti ne peut donc les éluder comme s'il s'agissait de problèmes étrangers dont il pourrait se passer de discuter. Notre Parti qui s'édifie et mène sa lutte sur une base de principe ne peut accepter l'attitude qui consisterait - au détriment de l'efficacité de la lutte antiimpérialiste et de la lutte des classes progressistes - à éviter de prendre position pour soit-disant ne pas mécontenter tel ou tel camp, se "mettre bien" avec tout le monde sur une base dénuée de principe ou ne correspondant pas à nos convictions, chercher à tirer profit (ou croire qu'on tirera profit) des divergences en se faisant "courtiser" par les tenants de telle ou telle position.

Le PAGES a, au contraire, le devoir de déterminer sa position sur l'ensemble des problèmes, notamment sur ceux qui ont des implications directes sur sa lutte et sur la paix mondiale, d'autant plus que les interrogations suscitées par de tels problèmes surgissent inévitablement aussi bien dans ses rangs que dans l'opinion progressiste.

Pour aborder correctement de tels problèmes, les meilleurs guides sont pour nous :

- l'assimilation profonde de la théorie marxiste-léniniste, par un travail systématique d'éducation collectif et individuel.
- l'analyse de nos réalités, de notre expérience et de notre propre lutte, et la confrontation des résultats de cette analyse avec les données de la réalité mondiale et l'expérience des autres partis frères.

En prenant position sur les problèmes idéologiques de portée à la fois nationale et internationale, le PÀGS n'est nullement désireux de s'ingérer dans les affaires intérieures de quelque pays ou parti frère que ce soit, à partir des positions qu'ils ont adoptées. Nous estimons qu'il appartient aux militants de ces partis et à eux seuls, pour ce qui les concerne, de décider leur position et de régler leurs problèmes. Les jugements que peut porter le PÀGS concernant avant tout des positions et des idées, et n'impliquent pas un procès d'intention envers leurs promoteurs. Ces jugements concernent les positions telles qu'elles sont exprimées et présentées par leurs promoteurs dans toute la mesure où ces positions peuvent se relier aux problèmes de notre pays et de notre Parti ou ont des répercussions sur eux, ou encore pré tendent être plaquées et imposées d'une façon dogmatique à toutes les réalités nationales.

D'autre part, notre prise de position, résultat de l'expérience et de la réflexion collectives, ne signifie nullement l'arrêt de toute discussion à leur sujet au sein du Parti. Bien au contraire, l'approfondissement des problèmes posés doit se poursuivre d'une façon constructive au sein de notre Parti de la même façon et dans le même esprit qu'elle doit se poursuivre entre partis frères au sein du mouvement communiste et ouvrier international.

C'est dans cet esprit que nous avons abordé, dans les rangs de notre Parti, et dans l'intérêt de sa lutte, la discussion des tendances erronées qui se sont avérées celles mêmes qui ont porté tort au mouvement ouvrier international, et qui, si elles avaient trouvé crédit dans nos rangs, auraient conduit le Parti à l'effritement ou à sa perte.

b) Les différents courants préjudiciables à l'édification et aux progrès du Parti de la classe ouvrière.

(17) Nous avons dû combattre les tendances opportunistes, de caractère nationaliste droitier et petit-bourgeois, s'exprimant entre autres dans les thèses de la pseudo-spécificité des socialismes. Ces thèses confondent délibérément les lois universelles du socialisme qui sont identiques et valables pour tous les pays, et les voies qui y conduisent

et qui sont diverses. Nous avons constaté que ces thèses sont, dans les pays du "tiers-monde", un cheval de bataille pour nier les luttes de classe et lutter contre la montée de la classe ouvrière. Elles trouvent des prolongements (et des encouragements) dans les thèses défendues plus ou moins ouvertement par certains partis frères, thèses tenant à la fois à enterrer ou à amoindrir, à l'échelle de chaque pays, le rôle des partis marxistes-léninistes nationaux (en prenant prétexte du faible développement relatif de ces derniers, mais en aidant eux-mêmes, par leur attitude, à freiner ce développement) et à restreindre ou noyer le rôle du mouvement communiste et ouvrier international dans l'ensemble du mouvement antiimpérialiste mondial, ce qui ne ferait qu'affaiblir le mouvement antiimpérialiste mondial lui-même...

... Nous estimons pour notre part qu'il faut affirmer avec plus de force encore le rôle fondamental de la classe ouvrière, de son parti, de son idéologie, ce qui n'est nullement en contradiction - bien au contraire - avec la nécessaire action unie de toutes les forces antiimpérialistes sans exclusive.

18

Nous avons également combattu les diverses variantes internationales du gauchisme dans la forme sous laquelle elles se sont exprimées et présentées dans notre pays :

1)- L'orientation "maoïste" :

dans les implications de cette orientation sur les problèmes nationaux et internationaux auxquels les révolutionnaires algériens sont affrontés, nous avons relevé et combattu :

- sur le plan politique :

- le danger de division du mouvement antiimpérialiste mondial causé par l'antisoviétisme (entraves sérieuses pour l'aide au Viet Nam - Soutien du gouvernement chinois aux sécessionnistes du Biafra, etc...).
- le danger d'aventurisme par opposition à la ligne générale de la coexistence pacifique telle qu'elle a été définie par la déclaration des 81 partis en 1960 (alors que la coexistence sur la base des "principes de Bandoeng" est reprise et invoquée brusquement aujourd'hui par le groupe de Mao, dans les relations avec les USA).
- le danger d'aventurisme entraîné par la négation de la nécessité de fronts antiimpérialistes et par la tendance à l'utilisation de méthodes putschistes dont le danger est illustré par la tragédie dans laquelle a été plongé le P.C. frère indonésien.

- la tendance aux positions sans principe dans les relations avec les forces antiouvrières (cf appui d'emblée au 19 juin 1965, aucune protestation contre les massacres des communistes irakiens (de février-mars 1963), soutien de groupuscules anticomunistes et anti-soviétiques dans le monde, etc...).

- sur le plan idéologique :

Nous nous refusons, quant à nous, comme l'a fait l'orientation "maoïste" d'une façon antimarxiste et antidialectique :

- à opposer les trois composantes du mouvement antiimpérialiste mondial qui doivent au contraire converger (cette opposition reflétant en réalité le désir de diminuer le rôle décisif du système socialiste dans lequel on connaît le poids de l'URSS).
- à opposer "pays riches" et "pays pauvres", "villes et campagnes", "ouvriers et paysans", ce qui revient à mettre de côté l'analyse primordiale des structures et positions de classes.
- à opposer les facteurs politiques et militaires, avec tendance à privilégier à priori une seule forme de lutte, sans référence à une analyse sérieuse et concrète du rapport de forces et au fait que l'opportunité de chaque forme doit être appréciée politiquement et d'abord par ceux qui sont intéressés au premier chef (cf la riche expérience du Parti des Travailleurs du Viet Nam).
- à opposer l'intéressement matériel et les stimulants moraux et politiques.
- à opposer les valeurs culturelles du passé et la culture moderne et progressiste.

2) - Les surenchères "trotskystes" :

À travers les expressions et orientations contradictoires des divers groupuscules "trotskystes", nous avons retrouvé :

- la même attitude nihiliste envers l'Etat et toute organisation (qualifiés systématiquement "d'appareils" bureaucratiques);
- les mêmes objectifs et tendances aventuristes et subjectives se servant de l'exaltation sans mesure des tendances ouvriéristes et sectaires et de mots d'ordre ronflants de "pouvoir ouvrier-paysan";
- les mêmes méthodes désagrégatrices et scissionnistes (noyautage, infiltration, travail fractionnel, etc...).

Le mal que ces groupes ont fait et pourraient tenter de faire à

des détachements nationaux du mouvement ouvrier et au mouvement de libération en général - au sein duquel ils ont contribué à alimenter subtilement l'anticommunisme et l'antisoviétisme - impose une lutte politique vigilante contre leurs tentatives de division, de sabotage et de désagrégation des Fronts progressistes et antiimpérialistes dans chaque pays.

3)- Les attitudes romantiques et volontaristes :

Ces attitudes peuvent accompagner un engagement authentiquement révolutionnaire. Mais elles entraînent une déviation dangereuse lorsqu'elles sont amplifiées par les tentatives faites un peu partout de théoriser de façon schématique et hâtive l'expérience cubaine ou de transposer mécaniquement les objectifs et méthodes préconisés par Guevara à toutes les situations possibles.

Ces thèses, à travers la publicité caricaturale qui leur est faite, négligent elles aussi l'étude attentive des conditions objectives dans chaque situation et voudraient faire de l'implantation de foyers artificiels de lutte armée une panacée.

Elles négligent l'étude (ou la lutte pour la création) des conditions qui rendent la lutte armée nécessaire ou qui sont indispensables à son succès, conditions sur lesquelles Guevara lui-même avait attiré l'attention dans son ouvrage : "La guerre de guérilla" qui tirait les enseignements de l'insurrection cubaine.

Ces thèses qui visent à supprimer le rôle décisif du parti politique révolutionnaire et qui jouent parfois sur un certain anticommunisme (souvent au nom du "vrai" communisme), ont quelques affinités avec certaines thèses passionnelles et non scientifiques de Fanon.

Une lutte patiente et conséquente doit être menée contre ce qui est davantage un état d'esprit qu'une théorie solidement étayée. Tout en rendant hommage au sentiment révolutionnaire ardent de Guevara et à tous ceux qui, comme lui, sont des antiimpérialistes sincères, nous devons aider les jeunes inexpérimentés à trouver rapidement le chemin révolutionnaire à la mesure de leur dynamisme, en leur évitant d'être séduits par des illusions généreuses certes, mais appelées à déboucher sur des impasses coûteuses : aventure ou attentisme.

4)- Dans toutes les variantes du gauchisme énumérées ci-dessus, il faut noter le rôle déterminant de l'influence idéologique petite-bourgeoise, s'alimentant sur le plan théorique aux sources du "populisme" qui privilégie le rôle de la paysannerie

considérée comme plus révolutionnaire que le prolétariat urbain, et reprend quant au fond, certaines idées du socialisme utopique apparues aux 18e et 19e siècles en Europe et qui apparaissent dans le "tiers - monde" sous diverses formes tendant presque toutes à une prétendue "3e voie" entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre le socialisme et le capitalisme. Cette idéologie petite-bourgeoise utilise aussi largement l'anticommunisme et l'antisoviétisme qui, avec le culte de la spontanéité et le dogmatisme (refus d'analyser les conditions concrètes de la lutte aussi bien sur le plan national qu'international) constituent le dénominateur commun de ces tendances, qui peuvent se combiner sous des formes très variables, y compris en se mêlant avec l'opportunisme de droite, selon les organisations, les groupes et les individus.

III. - L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN ET LES RELATIONS AVEC LES PARTIS FRERES :

19 **E** N ce qui le concerne, le PAGES conçoit et entretient ses relations avec tous les partis du mouvement communiste et ouvrier international sur la base de la solidarité mutuelle et de l'internationalisme prolétarien, ainsi que du respect de l'indépendance, de l'égalité de chaque parti et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des partis frères.

Dans l'ensemble et après plusieurs années d'existence et d'efforts d'explication, les relations du PAGES avec les partis frères du mouvement communiste et ouvrier international ont été en se renforçant et en s'améliorant. Le PAGES rend hommage à la solidarité que lui ont témoignée dans les circonstances difficiles les partis frères et notamment le Parti communiste de l'Union soviétique, le Parti communiste français et d'autres partis du monde arabe et d'Europe.

Les relations de notre Parti avec le mouvement communiste et ouvrier international ne se basent pas sur des rapports de "tutelle", comme le proclament en toutes occasions, les anticommunistes. Elles sont basées sur une connaissance réciproque toujours meilleure des situations, des positions et du rôle de chaque parti. Elles se fondent avant tout sur des positions de principe que le PAGES a faites :

- défendre et appliquer en toute indépendance notre ligne, déterminée librement sur le sol national, tout en accordant une grande attention aux avis exprimés par les partis frères et en harmonisant nos efforts avec les efforts communs de tout le mouvement communiste et ouvrier international.

- donner notre avis sur les problèmes du mouvement communiste et ouvrier international et sur les positions des partis frères, tout en leur apportant notre solidarité active et sans nous ingérer dans leurs propres affaires.

En ce qui concerne les interférences entre l'existence de relations entre les Etats socialistes et l'Etat algérien d'une part, et les positions ou relations internationales des partis au pouvoir dans ces Etats socialistes d'autre part, le P.A.G.S soutient auprès des partis frères la position de principe suivante, qui correspond aux intérêts de la révolution algérienne, de la révolution socialiste et de la lutte antiimpérialiste mondiale : différencier les relations de parti à parti et les relations d'Etat à Etat - soutenir toutes les positions antiimpérialistes sans cautionner les orientations intérieures antidémocratiques et antiouvrières.

20

Le PCUS et l'Union soviétique, pour des raisons historiques objectives, jouent un rôle décisif dans la lutte antiimpérialiste et la révolution socialiste mondiale. Tout comme hier la pointe de la stratégie agressive de l'impérialisme est dirigée avant tout contre l'Union soviétique et les autres Etats socialistes, dont la présence et l'action empêchent l'impérialisme de reconquérir son hégémonie sur le monde, et aident puissamment la lutte révolutionnaire des peuples et de la classe ouvrière internationale. C'est pourquoi l'attitude à l'égard du rôle déterminant de l'URSS dans la lutte antiimpérialiste et dans le combat général pour la paix, pour le socialisme, et par conséquent l'attitude dans la lutte contre l'antisoviétisme constituent un critère fondamental de l'internationalisme prolétarien.

Cette attitude de principe ne vise pas à cacher l'existence des problèmes que pose^{nt} l'extrême diversité et l'extension du mouvement révolutionnaire mondial, problèmes qu'il est nécessaire de résoudre sur des bases justes, en conformité avec les droits et devoirs de chaque Parti.

Abordant ses relations internationales avec esprit de responsabilité, le P.A.G.S rejette deux conceptions qu'il juge préjudiciables :

- la conception selon laquelle l'indépendance d'un Parti ne saurait s'exprimer que d'une façon négative, soit en se démarquant systématiquement des positions du PCUS et de l'URSS, soit en faisant le silence sur les fondements de la politique antiimpérialiste et révolutionnaire de ces derniers.

- l'approbation suiviste qui étouffe et annihile l'esprit critique constructif dans l'intérêt de l'unité et du renforcement du mouvement communiste et ouvrier international et des rapports fraternels entre tous les partis composant ce mouvement...

... "L'affaire tchécoslovaque" a suscité des réactions diverses et contradictoires dans le mouvement communiste et ouvrier international, ainsi que dans le mouvement antiimpérialiste, progressiste et démocratique mondial.

Le PAGES a exprimé à diverses reprises, en 1968, son opinion sur la situation en Tchécoslovaquie, en tenant compte des positions et interrogations de ses militants, parallèlement à son désir de s'informer plus complètement sur les origines et la portée de ces événements.

Le PAGES pour sa part envisage avant tout cette question avec la préoccupation suivante : tirer de ces événements les enseignements fondamentaux tendant à mieux harmoniser les tâches internationales et les tâches nationales de chaque détachement du mouvement communiste et ouvrier international, afin de renforcer la nécessaire cohésion de tous les Partis, en tenant compte des exigences liées aux tâches particulières de chaque Parti.

Selon le PAGES, on ne peut porter d'appréciation valable sur les événements de Tchécoslovaquie, aussi douloureusement qu'ils aient pu être ressentis, sans prendre en considération les exigences de la lutte antiimpérialiste et la nécessité, dans le contexte mondial et européen de ce moment de donner un coup d'arrêt aux tentatives des forces antisocialistes internationales d'exploiter la situation intérieure tchécoslovaque et notamment le désir légitime des travailleurs et du Parti communiste tchécoslovaques d'instaurer des normes de démocratie socialiste correspondant à une nouvelle étape après les succès historiques remportés en vingt ans de régime socialiste, et répondant à la nécessité de corriger les déformations qui sont malheureusement apparues dans cette période.

D'autre part, la nécessité apparaît plus clairement après de tels événements, d'améliorer le contenu et la forme des relations entre les Partis frères afin d'éviter des situations aussi graves et préjudiciables au mouvement communiste et ouvrier international que celle provoquée par les événements de Tchécoslovaquie en 1968. Cette amélioration, grâce à l'adhésion et à l'engagement libre et conscient de chaque Parti envers une ligne de conduite arrêtée d'un commun accord, permettra de libérer des énergies révolutionnaires considérables en faveur de la lutte contre l'impérialisme et pour le socialisme.

Cela suppose des efforts concertés et constructifs de recherches politiques et idéologiques à partir de rencontres bilatérales et multilatérales, d'échanges de points de vue, de conférences régionales et mondiales, dans un esprit de solidarité et de respect de l'indépendance et de l'égalité entre tous les Partis. Ce climat favorable aidera à l'instauration de relations confiantes et d'entraide et d'unité d'action, correspondant à la diversité et à la complexité des situations nationales et à l'extension du mouvement révolutionnaire mondial à de larges couches non prolétariennes.

Compte tenu de l'esprit démocratique dans lequel se sont déroulés les travaux des différentes commissions préparatoires et groupes de travail en vue de la Conférence des Partis communistes et ouvriers qui se tiendra à Moscou le 5 juin prochain, le P.A.G.S. exprime l'espoir que les travaux de cette Conférence et ses documents constitueront un important jalon dans la voie du renforcement de l'unité d'action de tous les Partis communistes et ouvriers, de toutes les forces antiimpérialistes.

Par ailleurs, le P.A.G.S., de la même façon qu'il lutte contre tout sectarisme à l'égard de toute force antiimpérialiste se manifestant dans notre pays, continuera à apporter son soutien aux mouvements et organisations progressistes et antiimpérialistes du monde, notamment ceux du Maghreb, du monde arabe et d'Afrique dans leurs luttes pour l'indépendance nationale, le progrès social et la paix, contre l'impérialisme, le sionisme, le racisme et le néocolonialisme.

Le P.A.G.S. ne voit pas de contradiction entre d'une part le renforcement de chaque Parti communiste et ouvrier, et du mouvement communiste et ouvrier international, et d'autre part le renforcement de l'ensemble des mouvements antiimpérialistes dans chaque pays et dans le monde entier. Au contraire, le renforcement des uns ne peut qu'exercer une influence bénéfique sur le renforcement des autres et réciproquement.

C - PROBLEMES D'ORGANISATION ET DE CADRES

23

PRINCIPES GENERAUX :

LES difficultés supplémentaires qui peuvent apparaître dans le processus de formation d'un Parti, du fait des origines différentes de ses cadres et militants, et des pressions politiques et sociales qui s'exercent contre cette formation, ne peuvent être surmontées qu'en s'appuyant davantage encore sur les règles qui ont fait leurs preuves dans tous les partis d'avant-garde et en appliquant ces règles de façon novatrice à nos conditions propres.

Ces règles qui différencient le parti d'avant-garde du parti de masse, stipulent pour l'essentiel que pour réaliser l'indispensable unité de pensée et d'action, on doit oeuvrer pour obtenir dans tout le Parti, notamment en ce qui concerne les critères d'adhésion et la composition des organisations de base, et encore plus au niveau des directions :

- l'accord sur les problèmes de fond, et une fois la décision prise, la discipline dans l'application de l'orientation qui a été définie et approuvée collectivement (les modalités de cette élaboration et de l'approbation variant suivant les conditions dictées par les situations concrètes).
- le respect des méthodes et des règles de travail, de direction et de promotion des cadres que l'expérience mondiale a indiquées comme devant être celles de tout parti marxiste-léniniste.
- le travail permanent et soutenu, collectif et individuel, de formation idéologique et politique, travail qui doit allier l'étude théorique (des classiques du marxisme-léninisme, des documents du Parti et des réalités nationales) et l'assimilation de l'expérience historique du Parti et des leçons de l'action et de la pratique quotidiennes.

24

APPLICATION DU CENTRALISME DEMOCRATIQUE EN FONCTION DES REALITES :

DES la situation de clandestinité qui est encore imposée

au PAGES aujourd'hui dans divers domaines de son activité, les modalités d'application du centralisme démocratique doivent être constamment adaptées aux circonstances et à l'intérêt des luttes et de l'activité menées par le Parti.

Il serait en particulier difficile et dangereux d'appliquer dans les conditions actuelles la totalité des règles qui régissent les partis d'avant-garde dans des conditions légales de fonctionnement, notamment le principe électif, en ce qui concerne le fonctionnement de l'organisation et la promotion des cadres.

Pour mener au mieux ses activités et tout en luttant en permanence pour la légalisation de toutes les activités du Parti (ce qui créera de meilleures conditions pour l'application plus large des règles démocratiques de fonctionnement), le PAGES est contraint dans le moment présent d'accorder une plus large part aux règles du centralisme. Il veille en particulier à appliquer le cloisonnement et à instaurer une forte discipline consciente, toutes choses nécessaires à l'existence même du Parti, en raison de la répression policière et du climat politique antidémocratique créé et entretenu par diverses fractions droitières de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie bureaucratique.

La discipline indispensable à l'application de la ligne politique du Parti ne signifie pas que le militant de base ou le responsable doit se rallier d'une façon purement formelle à telle ou telle position ou appréciation avec laquelle il n'est pas d'accord. Le militant peut conserver son appréciation personnelle (bien entendu dans le cadre de la ligne générale qu'il a adoptée lors de son adhésion) et continuer à la discuter dans les organismes réguliers du Parti, en la confrontant avec les leçons de l'expérience, sans se livrer au travail de fraction, et en se faisant obligation d'appliquer correctement les décisions du Parti et d'accomplir les tâches dévolues à l'ensemble des militants.

Il faut en même temps déployer des efforts concrets, appropriés et permanents, afin que la démocratie, qui ne peut être appliquée dans l'absolu, s'exprime chaque fois que possible, notamment dans l'élaboration la plus collective possible des décisions à long et moyen terme, par le moyen de consultations, d'échanges continuels d'avis et d'expériences avant et après les décisions, entre la base et le sommet et entre les différentes organisations ou organismes de travail et de direction du Parti.

En attendant des conditions plus favorables à l'application intégrale des statuts dont l'avant-projet puis le projet ont été soumis à la discussion collective, il conviendra de codifier dans certains domaines le fonctionnement de l'organisation dans les conditions de clan destinée par un règlement intérieur qui sera élaboré à la lumière de l'expérience des années écoulées.

QUANT A LA PROMOTION DES CADRES, ses critères généraux sont :

(25)

- l'accord sur l'orientation politique et idéologique du Parti et son assimilation en vue d'une application créatrice;
- une discipline librement consentie, l'esprit de parti et un esprit de responsabilité éprouvés face aux difficultés;
- l'aptitude à la liaison politique avec les masses;
- le dynamisme, l'esprit pratique et d'initiative.

Au cours de la période écoulée de formation du Parti, ces critères ont été à juste titre appliqués de façon inégalement stricte envers les camarades selon leur formation d'origine, l'application étant plus exigeante envers les camarades ayant une expérience militante suffisante, de façon à permettre aux responsables à qui manquait cette expérience de développer leurs qualités de cadres.

Les conditions se créent néanmoins, de plus en plus, grâce à l'expérience acquise et à la conscience accrue de tous les responsables, pour uniformiser l'application de ces critères, tout en cherchant à conserver encore un équilibre (non artificiel et non forcé) entre les camarades venus de divers horizons, chaque fois que cela peut contribuer à surmonter plus rapidement les séquelles de certains préjugés, tout en assurant des progrès politiques et pratiques réels des intéressés.

(26)

A CHAQUE NIVEAU UNE DIRECTION ASSURANT
L'UNITÉ DE PENSÉE ET D'ACTION DU PARTI : ...

... Une telle direction doit associer, dans les formes qui apparaîtront les plus réalisables :

- 1°) tous ceux qui, dans les faits, ont exercé de façon satisfaisante une responsabilité active (...);
- 2°) qui ont fait preuve de fermeté et de constance dans leur attachement au Parti, malgré les difficultés (excluant donc les adhérents qui ont fait des apparitions à éclipses en n'agissant que pendant les périodes les plus favorables et où il était avantageux d'apparaître comme membre du Parti);
- 3°) enfin, qui approuvent fermement aujourd'hui la ligne politique, les positions idéologique, les méthodes de travail et de direction du Parti, ce qui n'exclut pas, bien au contraire, les criti-

ques partant d'un esprit constructif en vue de consolider le Parti et d'améliorer son fonctionnement, la critique et l'autocritique faisant justement partie des méthodes de travail et de direction qui doivent être encouragées en créant les meilleures conditions pour leur application.

* *
*

l'édification et le renforcement du P.A.G.S., dans la clarté politique et idéologique, constitue un objectif majeur et prioritaire pour tout révolutionnaire sincère et conséquent, qui souhaite assurer le maximum de chances de succès à l'édification d'un Front commun antiimpérialiste et antiréactionnaire dans lequel convergeront les efforts de tous ceux qui, sur le sol national ou dans l'émigration, membres ou non du F.L.N., ont intérêt à renforcer leur unité d'action pour réaliser toutes celles des tâches révolutionnaires qu'ils considèrent d'un commun accord comme venues à maturité.

Alger le 10 Mai 1969.